L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

" Il faut que l'UNION soit conservée."

VENDREDI MATIN, 6 DECEMBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE:

JOHN H. HOLLAND.

POUR ALDERMAN—5ème. District.

ALFRED DUCROS.

POUR LE CONGRES:

1er. *district*—CHARLES GAYARRE.
2d *district*—JAMES M. BRADFORD.

Extrait d'un acte de la Législature du 14 *mars* 1820.

"Art. 5. *Et il est de plus décrété* que le maire et le recorder seront choisis parmi les citoyens CHEFS DE FAMILLE résidant dans la ville susdite à l'époque de leur élection, et qui ont toutes les *qualités requises* par les lois existantes"

Concitoyens, si la loi veut cette condition pour occuper la place de maire, jugez si le respect pour les mœurs n'exige pas encore plus impérieusement qu'on la trouve dans le candidat à la place de gouverneur de l'Etat.

Observateurs des lois et des mœurs.

M. L'Editeur,
Veuillez annoncer que M. Edgard Montégut sera content pour la place d'Alderman du 5ème district par un *Grand nombre de Votans.*

RECORDER

ANTONIO DUCROS.

C'est avec un vif plaisir que nous annonçons qu'après de vives sollicitations de la part d'un grand nombre de citoyens respectables, M. Antonio Ducros a consenti à se présenter comme candidat à la place de Recorder. Il est inutile de faire l'éloge de M. Ducros, ses antécédens connue alderman et sa présentant et le caractère indépendant qu'il a toujours montré, ne peuvent manquer de lui assurer les suffrages de la majorité des votants.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 6 Décembre 1833.

Des *settlers* (espèce de colons), s'étant établis dans l'Alabama sur des terres qui appartiennent aux Indiens, et le gouvernement des Etats-Unis désapprouvant cette violation de la propriété, s'est mis en mesure de les expulser; mais il paraît qu'on a opposé de la résistance aux forces locales, et qu'un des hommes de cette troupe a été tué. Le *Register* dit que la Mobile nous apprend que le gouvernement se trouve dans la nécessité de recourir à des forces plus imposantes, puisqu'il y envoie 500 hommes de troupes de ligne et 10 compagnies d'artillerie, ce qui ferait croire que la chose est assez sérieuse. Néanmoins, il est à croire que les autorités de l'Alabama se montreront assez sages en ne s'opposant pas davantage aux décrets du gouvernement-général.

"Nous apprenons d'une source authentique, que le quartier-général a rendu des ordres pour que dix compagnies d'artillerie se mettent en campagne pour se rendre au fort Mitchell, dans cet Etat. Ce détachement, joint aux troupes qui sont déjà dans ce poste, formeront une force de *quatorze* compagnies, qui seront probablement mises sous les ordres d'un officier général.

On ne peut se méprendre sur le but de ce mouvement. Jamais nous n'avons abandonné l'espoir qu'on ne put éviter une collision entre les autorités fédérales et celles de l'Etat, mais nous ne regardons pas ce point comme décidé. Le gouvernement général fera tous ses efforts pour compléter les réserves des Indiens au 15 de janvier, et si l'on n'y peut réussir, il désignera les districts dans lesquels elles seront classées. Mais s'il ne peut y parvenir, qu'il n'y a pas plus de doute que les *settlers* seront renvoyés, qu'il n'y a que le gouvernement à le montrer de faire. S'il on en vient à cette extrémité, quelle responsabilité pèsera sur ceux qui en auront été la cause. C'est bien à contre-temps que les nullificateurs se vantent que le président a cédé au gouverneur Gayle, et qu'il n'osera exécuter ni les lois ni les traités, et maintenir inviolable la foi engagée de la nation." *Mobile Reg.*

POLICE DE CHARRETTES.

C'est une chose assez singulière, dans un pays ou la civilisation est déjà portée si loin sur tant de points, que de voir quelle soit aussi arriérée qu'elle l'est sur ceux qui importent à la sûreté des individus. Personne mieux que nous ne sait rendre justice aux *talents* du maire, ni à l'emploi qu'il en sait faire, quand il s'agit d'interroger quelques malheureux malfaiteurs qui comparaissent chaque matin devant Son Honneur; mais chacun lui tient compte de tout ce qu'il a fait en ce genre; mais en est-il ainsi des pères de famille, qui voient chaque jour se multiplier les accidens occasionnés par le défaut de police en fait de charrettes? On a prétendu dans certains écrits, qu'il y avait des *ordonnances inexécutables* et que le maire n'était responsable que de l'exécution de celles pour lesquelles la loi lui donnait les moyens nécessaires! Avec de pareils principes, on pourrait finir par croire qu'il serait inutile de faire des ordonnances de police, attendu qu'il serait loisible au magistrat de déterminer jusqu'à quel point elles lui sembleraient *exécutables*. Cependant, ces mêmes ordonnances *inexécutables* ont été sanctionnées par le maire; ce qui nous laisserait croire qu'elles doivent être toutes sous sa *responsabilité*, ou qu'elles y devraient être jusqu'à ce que le Conseil les eût révoquées. Cette obstacle, par exemple, peut offrir l'exécution de l'ordonnance qui défend aux conducteurs de charrettes de trotter dans les rues, ou d'y abandonner leurs voitures? Cependant, des exemples journaliers jettent le deuil dans les familles, et l'effroi parmi les passans! Ces jours derniers, un enfant intéressant a été renversé et écrasé, il en est mort; mercredi dernier quatre citoyens respectables ont été renversés de leur voiture, et peu s'en est fallu qu'ils ne perdissent la vie. On n'en finirait *pas*, si l'on voulait citer tous les exemples; mais il vaut mieux, sur une chose si bien avérée aller au fait.

Il y a des ordonnances excellentes sur cette matière; mais on a laissé trop de latitude dans les moyens d'exécution; et tant qu'il sera loisible à un magistrat éligible, de remettre les amendes prononcées, jamais il n'y aura d'amendes sur les charrettes qui appartiennent à nombre de citoyens *fort estimables*, et par cela même à *ménager*.

Certes, les ménagemens nous semblent un devoir, quand ils n'anéantissent pas l'effet d'une loi salutaire, mais est-il bien vrai qu'en cela ce soient les maîtres de charettes que l'on ménage? Nous sommes loin de le penser. Les charrettes, pour la plupart, sont conduites par des esclaves, ou par des gens de journée, qui doivent rendre au maître, certaine rétribution, ou compter avec lui du nombre de leurs voyages; dans les deux cas, aller très-vite n'est nullement dans l'intérêt du maître, mais bien dans celui des conducteurs. Il faudrait donc que l'ordonnance pût atteindre ceux-ci, soit par une amende que le maître n'ait pas droit de remettre, et dont moitié serait à celui qui porterait la plainte, ou à l'officier de police chargé de l'arrestation; alors, sans doute, l'ordonnance ne serait plus *inexécutable* et les pères de famille ne tremblerait pas à l'aspect d'une charrette, tournant au grand trot, et le plus court possible, à tous les angles de rues. *Alors*, que de familles pourraient s'unir au concert de louanges [illegible] atturerait le maire s'il suivait les ordonnances de police [illegible]

[illegible] dernière réflexion, nous nous décidons à présenter le [illegible] Overton comme candidat pour le siège vacant au Sénat des Etats-Unis. Le juge Overton ne le cède, en talents, à aucun citoyen de la Louisiane, et nous pensons qu'il remplira avec autant d'*habileté* que son prédécesseur, M. [illegible] offrant en outre l'avantage de représenter fidèlement les vues et sentiments de ses constituants sur les questions locales, tandis que celui-ci, par la force de l'habitude [illegible] qui l'avait élu.

Nous espérons que la Louisiane réussira cette fois à envoyer auprès de notre vénérable Président, un homme qui ait toute sa confiance et qui par ses talents puisse, au besoin, défendre et faire prospérer nos intérêts. Il est temps que cette élection occupe l'attention de nos législateurs, et qu'ils fassent écho [illegible] qui prouve leur discernement et relève encore notre [illegible] aux yeux de nos voisins.

Un journal prend aujourd'hui contre nous la défense de M. [illegible] Nous avons cité des faits accablants contre l'administration de M. Prieur. Tant que ce journal ne nos aura pas [illegible] faits à la louange de cette même administration, il ne [illegible] pas répondu. Avec de l'esprit, on peut encore soutenir [illegible] mauvaise cause, cette dernière serait bien nécessaire [illegible] pauvre feuille.

[illegible] SOYEZ PLUTÔT MAÇON, SI C'EST VOTRE TALENT.

[illegible] les gens, de par le monde, qui, sans consulter leur [illegible] se croient propres à tout. Ils s'imaginent qu'il suffit de [illegible] pour être juge, maire, ou gouverneur. Dès que, [illegible] *du farniente* du jeune âge, *ils* sentent le besoin d'un [illegible] peu leur importe de quelle manière il s'ouvre pour eux; [illegible] public s'il leur entre dans la tête de suivre la [illegible] des emplois! Vous croyez peut-être qu'alors ils acquis des notions préliminaires; qu'ils gagnent fait quelques études analogues à ces cas. C'est en flânant que [illegible] leur est venue d'administrer leurs concitoyens; c'est en [illegible] qu'ils se font une clientèle de prôneurs; c'est en flattant, que par *crescendo* de louanges, ils atteignent à la popularité, et qu'ils voient proclamer leurs talents, dont ils se dou-

[illegible] réflexion, nous nous décidons à présenter le [illegible] comme candidat pour le siège vacant au Sénat [illegible] Etats-Unis. Le juge Overton ne le cède, en talents, à aucun [illegible] de la Louisiane, et nous pensons qu'il remplira [illegible] avec autant d'*habileté* que son prédécesseur, M. [illegible] offrant en outre l'avantage de représenter fidèlement les vues et sentiments de ses constituants sur les questions locales, tandis que celui-ci, par la force de l'habitude [illegible] qui l'avait élu.

Nous espérons que la Louisiane réussira cette fois à envoyer auprès de notre vénérable Président, un homme qui ait toute sa confiance et qui par ses talents puisse, au besoin, défendre et faire prospérer nos intérêts. Il est temps que cette élection occupe l'attention de nos législateurs, et qu'ils fassent écho [illegible] qui prouve leur discernement et relève encore notre [illegible] aux yeux de nos voisins.

Un journal prend aujourd'hui contre nous la défense de M. [illegible] Nous avons cité des faits accablants contre l'administration de M. Prieur. Tant que ce journal ne nos aura pas [illegible] faits à la louange de cette même administration, il ne [illegible] pas répondu. Avec de l'esprit, on peut encore soutenir [illegible] mauvaise cause, cette dernière serait bien nécessaire [illegible] pauvre feuille.

[illegible] SOYEZ PLUTÔT MAÇON, SI C'EST VOTRE TALENT.

[illegible] les gens, de par le monde, qui, sans consulter leur [illegible] se croient propres à tout. Ils s'imaginent qu'il suffit de [illegible] pour être juge, maire, ou gouverneur. Dès que, [illegible] *du farniente* du jeune âge, *ils* sentent le besoin d'un [illegible] peu leur importe de quelle manière il s'ouvre pour eux; [illegible] public s'il leur entre dans la tête de suivre la [illegible] des emplois! Vous croyez peut-être qu'alors ils acquis des notions préliminaires; qu'ils gagnent fait quelques études analogues à ces cas. C'est en flânant que [illegible] leur est venue d'administrer leurs concitoyens; c'est en [illegible] qu'ils se font une clientèle de prôneurs; c'est en flattant, que par *crescendo* de louanges, ils atteignent à la popularité, et qu'ils voient proclamer leurs talents, dont ils se dou-

[illegible] vous les [illegible] arriver, patés par les gens moutonnière, à la [illegible] que le ils osent dire qu'ils n'ont été que céder aux instances réitérées de la concitoyens.

C'est ainsi que nous voyons se peupler notre Législature et notre Conseil ville; c'est ainsi que nous voyons arriver aux premières [illegible] des gens, qui, à leur tour, posent aux nombreux emplois des sujets, si peu propres à les remplir!

C'est en vain, que le patriote élève la voix contre les abus, les gens enplace se rit de ses clameurs; et sûrs de l'empire qu'ils exercent sur cette partie de la population soumise à leur bon vouloir; sûrs être appuyés par la cotterie qui les soutient *quand même* la se croient inexpugnables; et bien plus, ils se croient appelés aux plus hautes destinées!

Ce n'est pas assez d'une magistrature qui ait influé si malheureusement sur le sein de notre cité; il leur en faut une qui fasse subir à l'étranger encore ce que le mépris et l'inexécution des lois ont soumis de maux sur une fraction de l'état. Qu'attendre, enfet, d'un magistrat suprême qui foule aux pieds depuis huit mois toutes les ordonnances, toutes les lois de police et de salubrité! de l'homme dont le *bon vouloir* est le seul guide; et près de qui la flatterie et le dévouement servile sont les seuls devoirs. Voyez plutôt à quelles mains sont confiées les dix rameaux d'une administration capricieuse et despotique! Voyez si jamais les plaintes les plus justes obtiennent le moindre satisfaction. Tantôt c'est un citoyen, volé à plusieurs reprises, qui, saisissant enfin le voleur, à deux heures après-minuit dans son logis, le mène au corps de garde; mais à sa grande surprise, il le voit environné d'amis. Aussi le voleur était-il libre peu d'heures après! Tantôt, c'est une *rixe* d'événemens occasionnés par l'infraction des lois concernant les charrettes et les voitures. Une dame de 73 ans renversée, un enfant écrasé, quatre personnes blessées dus moins d'une semaine! rien néanmoins de l'administration et nulle démarche, nulle publication ne vous indiquent même l'intention d'atténuer le mal! Les drays vont au trot à plusieurs chevaux, sans qu'on s'aperçoive de même que le cheval de tête, ne saurait être dirigé par les guides qui ne passent pas le limonnier. Qu'importent, après tout, les accidens isolés; s'ils ne nuisent pas à la popularité du maire? il serait bien plus dangereux de mettre les ordonnances en pratique: car, on risquerait de se faire des ennemis! Il n'y a pas de petit vote; et l'Irlandais, propriétaire de charrette, qui écrase un enfant, n'en n'est pas moins un excellent votant, qu'il faut se garder d'irriter.

Puisque nous en sommes sur ce chapitre de police, nous voudrions savoir pourquoi, parmi les trains de drays, portant balles de coton, il s'en trouve sans conducteurs. Cette remarque, faite par nous à plusieurs reprises, n'est pas sans conséquence; hier encore, nous en avons été frappés; et pour ce que le maire et sa police n'en prétextent pas cause d'ignorance, nous dirons que parmi quatre drays chargés de balles, trois seulement avaient des conducteurs. Que le dray 640 en manquait; et qu'il était suivi du dray 1010. Nous avons cru jusqu'ici, que chaque voiture devait avoir son conducteur; mais le bon vouloir a sans doute rayé cet article des ordonnances.

Quoiqu'il en soit, l'élection du Recorder doit incessamment avoir lieu, et la police commence ses insinuations. Chaque contribuable soumis au maire, a déjà son ticket, et l'honorable Culbertson, qui se *soucierait* peu d'être Recorder, va se laisser aller encore aux *sollicitations réitérées* de ses concitoyens. Si nous n'y prenons garde, on nous imposera, malgré nous, un Recorder, qui, comme alderman, nous a donné un échantillon de sa fidélité à soutenir son district, en votant sans cesse avec la partie haute de la cité; assurément les électeurs du faubourg Marigny et du centre montreront une grande bénignité, s'ils oublient les votes de M. Culbertson; ou une grande insouciance pour le bien public, s'ils négligent d'aller lutter contre la diabolique influence des polices de tout étage. Comment une ville entière se laissera imposer l'homme d'une telle cotterie; et le citoyen estimable, celui qui toujours a rempli son mandat avec honneur et distinction, M. Ducros, enfin, se verra préférer un homme nouveau dans les emplois, et qui n'a d'autre titre à la bienveillance publique que d'avoir déçu les espérances qu'il avait fait concevoir à ses commettans!

Que ceux donc qui veulent ôter au maire un appui nouveau; qui veulent au contraire voir siéger la droiture et l'impartialité, votent pour A. Ducros! que ceux qui, las d'une administration de cotterie, désirent bientôt la voir cesser, et qui veulent diminuer l'ascendant funeste que donne au maire une domination arbitraire sur les cabaretiers et les contribuables de sa dépendance, ne votent pas pour un sujet voué, corps et âme, au maire et à la partie haute de la ville!

Il est temps que le peuple se compte pour quelque chose en administration; il est temps que les masses cessent de se laisser pousser *moutonnièrement* par quelques *houlettes* plus ou moins déguisées. Il est temps que la dignité du citoyen l'emporte sur la crainte puérile de quelques puissances éphémères que la volonté du peuple doit faire rentrer au *néant*. Qu'un jour des nouvelles élections, on ait en vue le bien des masses, et que les individualités ne prévalent pas. Nous osons le dire; alors, le nom de Dawson doit servir de phare dans les élections qui vont précéder celle de gouverneur; ses amis, ses amis de la vrai puissance du peuple et de la vraie liberté: ce diront bien, qu'un Recorder, uni d'intérêts à un maire, peut influer sur des destinées plus élevées; et, pour avoir un gouverneur populaire, ils sentiront que les élections de Recorder et de Maire doivent être faites dans le même sens.

Un de nos correspondants nous communique le fait suivant:

Un abus fort grave se commet presque tous les jours autour de l'enclos du cimetière. Des jeunes gens s'y exercent au tir. Deux fois la balle a failli atteindre deux personnes qui étaient dans l'intérieur; M. le Maire ne devrait-il pas veiller à ce que le gardien extérieur du cimetière fit sa ronde, comme les réglemens en font un devoir?

Le maire s'étant trouvé, dit-on, indisposé, n'a pas envoyé son message à la séance du Conseil de Ville de mercredi. On assure que son indisposition n'est que la suite des mauvaises nouvelles reçues des campagnes, au sujet de sa candidature comme gouverneur.

CONSEIL DE VILLE.

SEANCE DU 4 DECEMBRE.

M. Schmidt au fauteuil.

Les minutes de l'assemblée précédente, ayant été lues; le secrétaire donne lecture au Conseil, d'une lettre de M. Layet, par laquelle, il demande qu'on accepte sa démission de la place d'alderman—Acceptée.

On lut ensuite une lettre de MM. Stuart, Mitchell, Jacob, Atkinson, etc. priant le Conseil de suspendre, pendant un mois, le pavage entre les rues Gravier et Poydras, pour cause d'une construction importante.

M. Saul dit qu'il sait de l'entrepreneur de pavage des rues, auquel il a parlé le matin même, qu'il a commencé à paver une autre rue, dans le même quartier, qu'ainsi le délai demandé ne peut faire tort à cette partie de la ville, en conséquence, il fait motion qu'on accorde ce délai jusqu'au premier de janvier.

M. Canon paraît surpris qu'on trouve toujours le moyen de retarder le pavage de cette rue; néanmoins, il ne s'oppose pas à ce délai, si l'on veut ajouter en amendement: "Pourvu toutefois qu'on procède au pavage des bouts de ruessuivantes, Dumaine, Bienville, St.-Philippe, Quartier, Conti, etc.

M. Saul, dit que ce n'est pas une faveur accordée au faubourg Ste.-Marie, puisque l'on paverait d'autres rues en attenant; que c'est seulement donner une facilité aux constructeurs—Accordé.

M. Canon demande à présenter un rapport du comité nommé pour prendre en considération la partie de la lettre du Maire, relative aux compagnies de pompiers, portant les numéros 1, 2, 3 et 4. Le comité représente qu'il lui a été impossible de rétablir l'union entre les compagnies et en conséquence demande qu'on le dispense de siéger de nouveau—Accordé.

M. Canon présente ensuite une résolution à l'effet de nommer un comité pour s'enquérir des mesures efficaces qu'il est nécessaire de prendre pour former des compagnies de pompiers—Accordé.

MM. Canon, Freret et Labatut furent nommés du dit comité.

Fut lue une lettre de MM. Mitchall, Deguire Shay, etc., se plaignant d'une cause d'insalubrité publique.

M. Labatut fit cette motion, en conséquence de la dite lettre, que le maire fut invité à mettre en vigueur *les ordonnances* concernant la salubrité de la ville.

M. Canon fit cette motion, que le Conseil prie la législature de s'occuper de la passation de deux actes qu'il a présentés lorsqu'il en était membre, et qui, en conséquence de sa résignation, sont restés in *statu quo*.

M. Saul dit qu'il ne pouvait voter sur cette question, vu qu'il pas connaissance de ces deux actes.

M. Canon croit que ce n'est pas une bonne raison à donner, car, ce n'est pas demander à législature de créer telle ou telle loi, mais de les prendre en considération. Il ne voit donc pas quelle objection on peut avoir à une simple question qui se réduit à prendre nos intérêts en vue.

Sur motion de M. Saul, cette question fut remise à la séance suivante.

M. Saul dit qu'il avait des résolutions à présenter au Conseil, mais que, comme elles étaient discutées à huis-clos, il demandera que les portes soient fermées—Accordé.

Le Conseil s'ajourna à mercredi.

M. le Maire, sur demande MM. Canon, Pédesclaux et Labatut, a convoqué une séance extraordinaire pour samedi.

Communiqué.

DE L'ORGANISATION DES POSTES.

Plus les moyens de communication sont rapides et multipliés, plus l'industrie et le commerce prennent de développement, plus la civilisation même fait de progrès. D'où vient donc l'apathique insouciance de nos maîtres de poste qui ne prennent pas les moyens de réformer les abus qui se sont introduits dans cette administration si utile?

Vaincment un grand nombre de citoyens se sont plaints de la négligence des employés qui ne se font aucun scrupule de *délivrer au premier venu* les lettres ou autres papiers, sans vérifier en aucune manière l'identité du réclamant.

Vainement on leur a fait observer qué l'intérêt public se trouvait gravement compromis, par cette insouciance, à toutes les réclamations, la gent bureaucratique a répondu: *prenez une case moyennant* $6 *par an, et en venant chercher vos lettres vous-même votre correspondance vous sera remise fidèlement.* Mais l'ouvrier dont le gain; fruit d'un rude labeur, est à peine suffisant pour faire vivre sa nombreuse famille, peut-il retrancher une partie du pain qu'il donne à ses enfans, pour être certain de recevoir avec exactitude les pensées consolantes qu'une mère lui adresse du pays qui l'a vu naître?

Un témoin digne de foi et qui se nommera au besoin, nous atteste; que, la semaine dernière, deux hommes qui croit être des matelots, sont venus réclamer des lettres, à l'aide desquelles ils devaient recevoir des marchandises, eh bien! les lettres avaient disparu. Mais disaient-ils; nous sommes certains que nos lettres sont ici, le journal l'annonce, voici notre nom, lisez: le jeune employé qui n'avait aucun renseignement à donner dans cette circonstance, fut cependant obligé de répondre, il balbutia un *que voulez-vous que je vous dise c'est qu'un autre les aura prises*, et ainsi que la gingeole de l'*Ours et le Pacha* qui se tire de tous les mauvais pas, en disant *prenez mon ours*. L'employé ajouta *prenez une case*.

De tels faits qui se renouvellent tous les jours, n'ont pas besoin de commentaires. Nous pensons que les vues de notre gouvernement sont opposées à tous ces abus, et qu'en conséquence les chefs de cette administration feront leurs efforts pour donner à ce service une direction plus convenable aux intérêts des citoyens; et pour les aider à trouver le moyen de remédier à de tels abus, le plus promptement possible, nous allons leur soumettre un projet, qui nous le croyons, pourrait satisfaire et l'administration et les administrés.

Nous pensons qu'il faudrait:

1°. Ne remettre les lettres, envois &c., qu'à des individus dont les papiers ou les signatures de personnes connues attesteraient que l'envoi leur est véritablement adressé.

2°. Créer 12 bureaux de poste secondaires, placés dans les divers quartiers de la ville, chez les marchands les plus fréquentés, comme cela a fait en France et en Angleterre, au moyen de boîtes fournies par l'administration, et qui seraient vidées 4 ou 5 fois par jour, à des heures fixes et les lettres distribuées à domicile par des porteurs d'une probité reconnue.

On objectera peut-être que cela coûterait beaucoup.

Faisons le relevé de cette dépense.

12 boites en ébène, garnies de leur serrure et peintes, avec	$60 par an
des lettres indiquant leur destination, à $5 l'une	$2160
6 porteurs à $30 par mois, fait par an	
Total	$2220

Pour couvrir ces frais, chaque lettre portée à domicile, coûterait $0,6 1-4, la *facilité* de correspondre d'une extrémité de la ville à l'autre, en deux heures de temps, sans négliger ses affaires, et la certitude du transport, feraient emplir les petites boites; et ce n'est pas exagérer que de compter sur 200 lettres par jour, un peu plus de 16 par boite, pour la correspondance d'une ville aussi commerçante; ce qui ferait par mois 6000 lettres à $0,6 1-4. Revenu par an $4500

Différence en faveur du gouvernement 2280

Il y aurait bien assez pour solder un inspecteur chargé de surveiller la distribution, et cela procurerait du travail à quelques pauvres exilés dont les bras souvent deviennent inutiles et qui sont plus tard une charge pour l'état.

Qu'on ne vienne pas nous répondre par ce mot banal et *n'est pas l'usage*, mot qui peut voiler bien des sottises, mais qui, pour un homme sensé, n'en justifie aucune.

Qu'on adopte ce système, et du moins si le reproche d'empruncter aux Français jusqu'à leurs ridicules, est dans quelques bouches, elles se tairont en voyant que cette fois il y fait exception à la règle.

N. B. Si quelques personnes avaient des objections à faire sur ce sujet, nous nous ferons un véritable plaisir d'y répondre.

Nous approuvons les bonnes intentions de la personne qui nous a communiqué cet article, *et nous sommes persuadés* que nous trouverons beaucoup de personnes qui partageront notre opinion; mais nous pensons que, le meilleur moyen d'obtenir les améliorations réclamées par l'immense majorité des citoyens, serait de dresser une pétition revêtue d'un nombre imposant de signatures et de l'envoyer aux membres du congrès, qui se chargeraient de faire nos réclamations auprès du gouvernement.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Yazoo, Packard, New-York, Foster & Hutton
Goel Wild Cat, Anderson, Matagorda, Penny & Harrington
Goel Robert, Knap, St John, Brander & McKenna
Goel Lady Madison, Carrune, Pensacola, Capitaine

ARRIVES.

Bateau de remorque Porpoise, Marshall, ayant mis en mer le navire Henry Lee—Il a amené dans le port, le brick John Q Adams—Il est parti de la barre de 3 du courant, il y avait en dehors, les navires Cabin et Geo Hamilton.

Brick John Q Adams, Perry, de la Mobile.
Barque Mary, Tucker, de Natchez.
Bat à vap Lancaster, Hinkle, de Baton Rouge
——Felicians, Crosse, de Vicksburg
——Transport, Patterson, de Plaquemine
——Bayou Sarah, Mumford, du Bayou Sarah
——Dan O'Connell, Robertson, d'Alexandrie
——Walk in the Water, Crane, de Natchez

THEATRE D'ORLEANS.

DIMANCHE, 8 DECEMBRE 1833.

UNE REPRESENTATION DE

LE BARBIER DE SEVILLE,

Opéra en 4 actes, musique de Rossini.

SUIVI DE

La première représentation de la reprise

Les Mauvaises Têtes,

OU

LE BARIL DE POUDRE,

Comédie-Vaudeville en un acte de MM. Sewrin et Ourry.

NUMEROS TIRES

de la 12ème. Classes, pour l'année 1833, de la loterie de l'Eglise française Evangélique.

22—65—4—20—32—10—15—12—13—19

Classe astra No. 12, demain—billets seulement, $4; gros lot, $12,000.—36 Numéros—6 Tirages.

D. MALCOLM, directeur.
6 dec

LANCASTER, DENBY & CO., Encanteurs et Marchands Commissionnaires, Richmend (Va.). S'adresser à Messieurs W. & J. Montgomery; N. & J. Dick & Co; John Linton.
6 déc—1m

BEEBE—Fera vendre par Hewlett et Bright, à l'encan, à la bourse, mercredi, 18 courant, à midi, le reste de son atelier, consistant en 40 esclaves, ils sont presque tous bien pris, et bon portants, et acclimatés; ayant été employés à la briqueterie du propriétaire ci-dessus, depuis cinq ans. Conditions: un an de crédit. Pour d'autres particularités on renvoie aux avis qui seront publiés dans quelques jours.
6 déc—10

CAFE DE LA HAVANE, CIGARRES, CONFITURES—135 sacs bon café; 40 mille cigarres, et un assortiment de confitures, reçus par les bricks Sol de Puntales et Mistico San Antonio, à vendre par
M. S. CUCLLLU, LAPEYRE & Co,
rue Toulouse, No. 53.
6 déc

SAVON DE WINDSOR, reçus et à vendre par
TIERNAN, CUDDY & Co.
coin Gravier et Tchoupitoulas.
6 déc

ACIER ALLEMAND—20 paquet, reçus et à vendre par
TIERNAN, CUDDY & Co,
coin Gravier & Tchoupitoulas.
6 déc

WHISKEY CLARIFIE—200 barils à vendre par
TIERNAN, CUDDY & Co;
coin Gravier et Tchoupitoulas.
6 déc

GENIEVRE DE HOLLANDE—3 pipes, ayant droit au drawback, reçus et à vendre par
TIERNAN, CUDDY & Co,
coin Gravier et Tchoupitoulas
6 déc

GELEES DE GROSEILLES—10 barils à vendre par
TIERNAN, CUDDY, & Co,
coin Gravier et Tchoupitoulas.
6 déc

A VENDRE—170 caisses de tabac des Natchitoches, du premier prix, ou carottes, 5 à 10 liv. S'adresser à
P. DUBERTRAND,
rue St. Louis, No. 78.
6 déc

GALLERIE STAFFORD.

CATALOGUE de la collection de tableaux du très noble marquis de Stratford, à Cleveland House, à Londres, contenant une gravure de chaque tableau et accompagnée d'une notice historique et biographique en anglais et en français, par John Young; nouvellement reçue et à vendre par
Wm. McKEAN,
6 déc encoignure des rues du Camp et de la Commune.

Ouvrage de Médecine en anglais, à bon marché.

PRATIQUE moderne de médecine, démontrant les caractères, causes, symptômes, pronostics, apparences morbides et méthode perfectionnée de traiter les maladies de tous les climats, par Robert Thomas, docteur en médecine de Salisbury, en Angleterre—Abrégé de la 5me. et dernière édition, par Wm. Currie et David J. Condie, médecins de Philadelphie; nouvellement reçu et à vendre par
Wm. McKEAN,
6 déc encoignure des rues du Camp et de la Commune.

PAROISSE D'ORLEANS.

COUR DES PREUVES—Vente par le Régister des Testamens—Mercredi, 18 décembre, 1833, à 11 heures du matin, il sera vendu au faubourg Ste-Marie, sur la Nouvelle-Levée, vis-à-vis la rue Girod, pour compte de la succession de George King.

Un bateau à huitres, peint en vert, avec ses rames, voiles, mâts, etc., et un autre bateau peint en noir.

Plus: Le même jour, à 4 heures de l'après-midi, devant mon bureau, d'autres effets mobiliers, appartenant à la même succession.

Conditions de la vente: *comptant.*

Par ordre de la cour,
W F C DUPLESSIS, *rég.*
6 déc

PAROISSE D'ORLEANS.

COUR DES PREUVES—Vente par le Régister des Testamens—Vendredi, 20 courant, à midi, il sera exposé en vente à la Bourse, pour compte de la succession *du feu* Eli B. Hoyt, 10 actions de la Banque des Artisans et Commerçants, sur lesquelles $15 par action ont été payées.

Et le même jour, il sera vendu devant mon bureau, à 4 heures de l'après-midi, une malle de bardes et une montre en argent appartenant à la susdite succession.

Conditions de la vente: comptant.

Par ordre de la cour,
W F C DUPLESSIS, rég.
6 déc

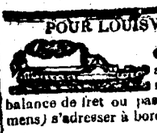
PAROISSE D'ORLEANS.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Jeudi 19 du courant, à 10 heures du matin, il sera vendu à la Douane, pour compte de la succession de feu Lange Castagnolle, 30 balles papier pour écrire, ayant droit au *Drawback*.

Conditions de la vente: Comptant.

Par ordre de la cour,
W F C DUPLESSIS, rég.
6 déc

POUR LOUISVILLE et CINCINNATTI.



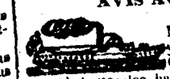
Le bateau-à-vapeur fin marcheur
OHIO, capitaine Jesse Hart,
ayant une partie de son chargement engagée, partira sous peu, pour balance de fret ou passage, (ayant de bons emménagemens) s'adresser à bord, ou à
TOURNE et BECKWITH,
rue de Nelle. Levée, Nos. 28 et 29.
6 déc

BATEAUX DE REMORQUE.

Le POST-BOY, capitaine Davis.
Le PILOT, capitaine Riddle.
Le CALEDONIA, capitaine —.

Le soussigné a transporté son bureau des bateaux à vapeur de touage du No. 67 au No. 92, rue de la Levée.
W.M. FITZ, Jr.
29 nov—d

AVIS AUX HABITANTS.



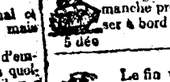
Le bateau à vapeur paquebot AMULET, capit. Busham, fait des voyages réguliers entre la Nouvelle-Orléans et la Pointe à la Hache, s'arrêtant à toutes les habitations sur la côte. Il part d'ici tous les mardis et samedis, à 10 heures du matin, et de la Pointe à la Hache tous les lundis et Jeudis à 7 heures du matin. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
WM. FITZ, Jr., rue de la Levée, No. 92

N. B. La place d'embarcation de l'Amulet est au premier pont, *free port*, faubourg Marigny; pendant son absence les habitans et autres personnes peuvent laisser leurs ordres ou fret avec l'agent pour être envoyé. L'Amulet peut, à chaque voyage, prendre sur une habitation cent boucauts de sucre pour être livrés à bord des bâtimens en ville, s'il est prévenu d'avance.
29 nov—d

POUR LE LAC WASHINGTON & LE LAC PROVIDENCE—*Et les ports intermédiaires.*

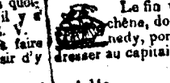
Le bateau à vapeur WABASH, capitaine B. Olney, partira immédiatement, pour les ports susdits, le jeudi 28 du courant. Pour fret ou passage, s'adresser à bord, ou à
TOURNE & BECKWITH,
28 et 29, Nouvelle-Levée.
27 nov

POUR TAMPICO—Passage seulement.)



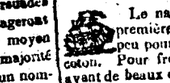
La goél. BONITA, partira positivement dimanche prochain pour le port ci-dessus. S'adresser à bord ou à
A. BARON.
5 déc

A FRETER.



Le fin voilier, navire ULYSSES, construit en chêne, doublé et chevillé en cuivre, capitaine Kennedy, portant environ 1156 balles de coton. S'adresser au capitaine à bord, ou à
HARRISON, BROWN & Co,
rue Royale, No. 117
4 déc

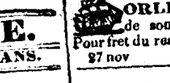
POUR LE HAVRE.



Le navire NATCHEZ, capitaine White, de première classe, doublé et chevillé; partira sous peu pour le dit port, et peut prendre 400 balles de coton. Pour fret desquelles, ou pour passage, ce navire ayant de beaux emménagemens, s'adresser à
I. OGDEN & Co.
rue du Canal, No. 72
30 nov

POUR LIVERPOOL—Le navire A. I. NEW-ORLEANS, capt. Patten, ayant les trois quarts de son chargement engagés, partira sous peu. Pour fret du reste, s'adresser à
LINCOLN & GREEN.
27 nov

POUR NANTES.

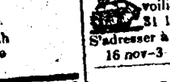


Le navire la CECILIA, capitaine Angaud, partira vers le 8 décembre. Pour passage seulement, s'adresser à bord, ou à
J. MAGER.
23 nov

POUR LE HAVRE.

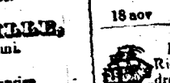
Le navire SALEM, capitaine Destebecho, partira du 1er. au 5 décembre. Pour passage seulement, s'adresser au capitaine à bord, ou à
J. MAGER.
21 nov

A VENDRE.



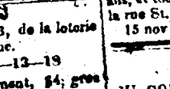
Le *pilot boat* BLOOMING YOUTH, fin voilier, doublé et chevillé en cuivre, du port de 31 1-95 tonneaux; construit depuis environ 5 ans. S'adresser à
LEFEBRE & DUREL,
16 nov—3 au Bassin.

POUR LIVERPOOL.



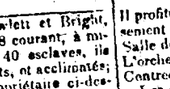
Le navire A. I. ST.-PAUL, capitaine Woodburry, est maintenant en chargement, pour fret de 600 balles de coton, ou pour passage, s'adresser à
LINCOLN & GREEN.
18 nov

POUR GREENOCK.



Le navire fin voilier GIRARD, capitaine Rich, partira sous peu. Pour fret ou passage, s'adresser à
HARRISON, BROWN & CO,
rue Royale, No. 117
15 nov

A VENDRE.



La goélette fine voilière LEONARD, doublée et chevillée en cuivre, construit comme bateau de pilotte, mesurant 54 tonneaux, construit depuis 2 ans, et toute prête à mettre en mer; s'adresser à bord en face la rue St. Louis, ou à
HARRISON, BROWN & Co,
rue Royale, No. 117
15 nov

SALLE DE BAL

AU COIN DES RUES D'ORLEANS & BOURBON.

LE soussigné annonce aux amateurs de danse, que l'ouverture de sa Salle de Bal, aura lieu samedi, 7 décembre,

**PA